

HRW dénonce un "mépris de l'Etat de droit" au Burundi

Deutsche Welle, 02.05.2019 HRW appelle l'Union africaine à trouver une solution à la crise dans ce pays. L'opposition aussi redoute une aggravation de la situation alors que des organisations proches du pouvoir, cherchent à rassurer la population.

Bien que le gouvernement burundais parle d'avancées en matière des droits de l'homme, le départ du bureau du Haut-commissariat aux droits de l'homme de l'ONU du Burundi inquiète les partis d'opposition et les défenseurs des droits humains. Ces derniers redoutent que cette absence d'une observation de l'ONU se traduise par une recrudescence des violations des droits humains. C'est ce qui inquiète Arcade Habyambere est le porte-parole du parti des jeunes de l'opposition Front Populaire National Imboneza. "Il est déplorable de constater le départ du bureau du Haut-commissariat aux droits de l'homme de l'ONU au Burundi. C'était une des branches de l'ONU en qui la population avait le plus confiance. Si quelqu'un avait des problèmes avec le gouvernement, il pouvait y aller se plaindre ou dénoncer des cas de violations des droits de l'homme ici ou là. L'avenir des droits de l'homme au Burundi est un peu difficile, il y aura toujours des problèmes. Les droits de l'homme ne sont pas respectés, la liberté d'opinion est catégoriquement interdite." peu rassurant François Xavier Ndaruzaniye, président de la Ligue des droits de la personne humaine "Izere" se veut rassurant. Son organisation proche du ministère en charge des droits humains se propose de prendre le relais du bureau onusien qui est parti. François-Xavier Ndaruzaniye explique que son organisation "est là pour effectivement continuer à faire la recherche sur les violations des droits de l'homme et sur toute personne qui se rendrait coupable des violations des droits de l'homme" : "Nous les dénonçons, nous les rapporterons à qui de droit, à la police, à la justice pour traquer les coupables. Il y a aussi d'autres organisations de la société civile qui sont impliquées sur toutes les collines du pays pour contribuer à la promotion et la protection des droits de l'homme." Néanmoins, la Ligue izere n'est pas créditée aux yeux des organisations internationales, de l'opposition et de la société civile hostile au pouvoir. En effet, le président de cette Ligue a adopté depuis 2015 la ligne du gouvernement en contredisant systématiquement les rapports internationaux sur la situation des droits humains au Burundi. Après le départ du Bureau des droits humains à Bujumbura, les agents onusiens ont été envoyés dans d'autres pays africains comme le Soudan, le Mali et la Centrafrique, ou mis à la retraite. L'ONU n'ayant pas choisi de continuer le travail sur le Burundi depuis un pays voisin comme par exemple la Tanzanie.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});